

# En quelques mots : de-ci, de-là

1) Incendie du central téléphonique ou législatives ?

Un grave incendie "d'origine accidentelle", nous dit-on, a ravagé le central téléphonique de la capitale. Institutions étatiques et abonnés particuliers ont été totalement isolés. Jusqu'à ce jour, de nombreux citoyens résidant dans les quartiers du centre sont encore privés de téléphone. (Vendredi 23 mars un représentant de "Télé-Com" a eu l'audace d'annoncer à la radio que "toutes les lignes seraient rétablies à 95% à dater de demain"! passons !) Pourtant, ces mêmes citoyens ont pu relever la légèreté, voire la dérision avec laquelle le gouvernement a traité cet événement gravissime.

Seul à affronter médias et opinion publique, le ministre des P et T s'est caché derrière l'explication de "erreur humaine".

Qu'a-t-il voulu dire ? On ne le sait pas trop puisqu'il en a dit trop puis qu'il en a dit peu.

Sachant que la "vérité vraie" aura été tuée comme d'habitude... A chacun de comprendre ce qu'il veut, surtout lorsque Echourouk dans sa livraison du 24 mars 2007 qualifie l'incendie "d'acte criminel"... Evidemment comme à l'accoutumée, le premier magistrat du pays n'a pas jugé son déplacement, sur les lieux, utile. Comme à l'accoutumée, disais-je, puisque toutes les fois qu'une "calamité" s'est abattue sur le pays le "pater familias" était occupé ailleurs... ou totalement inoccupé, mais dans l'un ou l'autre cas de figure, indifférent à ce qui peut survenir à son pays, à son peuple. Peut-être se délectait-il encore de ses déclarations au journal espagnol *El País* ? *Liberté* 14 mars 2007.

Un entretien que l'on pourrait synthétiser en trois points :

J'ai rétabli la paix : "Il vous suffit de circuler à travers le pays pour vous rendre compte que la paix est une réalité" (Abdelaziz Bouteflika).

Je suis en excellente santé : "Grâce à Dieu je me porte bien" (Abdelaziz Bouteflika).

Et puisque je me porte bien, je suis prêt pour un troisième (3e) mandat. "Cela regarde les Algériens" (Abdelaziz Bouteflika).

Il nous suffit de circuler à Boumerdès, à Réghaïa, à Dergana, pour savoir en effet que les attentats à la bombe sont une réalité que nous fait encore subir le GSPC. Il nous suffit de répéter même si cela dérange ou agace (et tant mieux !) que la paix des cœurs et des mémoires ne se décrète pas sans oublier que prendre la route ne met per-

sonne à l'abri d'un faux barrage jusqu'à ce jour.

La paix ? Un simple slogan, sinon pour quelles raisons le pouvoir politique a interdit une rencontre des victimes du terrorisme, de "Djazaïrouna" de "Somoud" initialement programmée en Algérie et qui s'est tenue contrainte et forcée à Bruxelles ? (Voir *Le Soir d'Algérie* du 24 mars 2007 article de Aziouz Mokhtari). De quoi a-t-il donc peur ce pouvoir puisqu'il "a rétabli la paix et réconcilié les bourreaux et leurs victimes" ? De quoi et de qui a-t-il si peur au point de faire appel aux forces anti-émite toutes les fois que les familles des victimes du terrorisme se rassemblent pour protester contre cette mascarade appelée réconciliation ou paix ? Mais les coups de matraque aussi douloureux soient-ils, aussi féroces soient-ils peuvent-ils empêcher une épouse, une mère, un fils, un frère, une sœur, de victime de la barbarie islamiste, de dire haut et fort que sans réparation, c'est-à-dire en nommant chacun par son nom : assassin-victime, sans mémoire collective, sans écriture de cette page d'histoire, la violence resurgira à tout moment ? Surtout que cette violence ainsi que la mort sont devenues "choses banales" dans une Algérie en constante ébullition. La paix une réalité ? Plutôt en rire pour ne pas pleurer...

Quant au troisième mandat et à la santé du chef de l'Etat que les langues venimeuses se le tiennent pour dit : c'est le chanteur de raï, présumé accusé dans une affaire de coups et blessures en France, "gastro-entérologue" à ses heures perdues, qui avait dit vrai et c'est le professeur Bernard Debré qui avait évidemment menti... Un troisième mandat ? Si les Algériens sont du genre masochiste et éprouvent du plaisir en étant de plus en plus humiliés, pour quoi pas un troisième, un quatrième, voire un dixième mandat ? Après tout, ils n'auront que ce qu'ils méritent. Afin de nous "aider" à chasser de nos mémoires l'image du feu ravageant le central téléphonique, ainsi que la morosité politique, on nous sert tous les jours un peu plus, sur un plateau de basse gamme les législatives. Un événement capital, l'affaire du siècle, rien à voir avec un banal feu de cheminée au central téléphonique.

Les législatives ? Un tournant décisif dans notre destin. Le 18 mai 2007 nous nous réveillerons tous avec de nouveaux visages, un grand sourire et savez-vous pourquoi ? Parce que des sièges auront été répartis entre ceux dont les noms devront sortir des urnes, opération à laquelle suc-

cédera celle du partage des strapontins. Pour nous amuser, on nous relate le désespoir de l'islamiste, appelant au boycott parce qu'il est interdit de participation. Ce n'est évidemment pas moi qui vais verser des larmes car entre le FLN version Abdelaziz Belkhadem et le MSP, l'islamisme sera fort bien représenté dans la future Assemblée nationale. Aussi, lorsqu'on peut en éliminer quelques-uns je ne suis pas contre...

"Je ne suis pas démocrate", s'offusqueront les réconciliateurs.

Dans ma république — du moins celle dont je rêve — il n'y a pas de place pour le totalitarisme et j'assume pleinement ma démocratie. Et à ce propos, j'ai eu l'occasion de dire dans une précédente chronique que je n'entendais absolument pas porter de jugement de valeur sur les républicains qui engagent leurs formations politiques dans les législatives.

Pendant, au nom de la tolérance dont ils doivent faire preuve à l'égard de ceux qui ont une opinion différente de la leur, ils doivent reconnaître que face à un pouvoir en état d'échec permanent en mal de reconnaissance, leur participation aux législatives ressemblera à une véritable opération de sauvetage dont seule la "république" de Abdelaziz Bouteflika tirera profit. Eux, les républicains ne gagneront rien. Le 18 mai 2007 changeront-ils quoi que ce soit à la violation des droits et libertés quotidiennement constatée ?

Tacitement, ne cautionneront-ils donc pas l'amnistie générale accordée aux terroristes islamistes ? Ceux-là mêmes qu'ils ont combattu, eux et leur idéologie ?

L'autorisation et le mode de gouvernance changeront-ils au matin du 18 ou du 19 mai ?

De quelle institution parlementaire s'agira-t-il ? Celle qui a levé la main pour dire "oui" aux amendements apportés à la loi sur les hydrocarbures, puis qui a dit "non" auxdits amendements parce que telle était la volonté du chef de l'Etat ? L'opposition démocratique est apte à aller au pouvoir, de cela nous sommes nombreux à en être convaincus.

Pendant, le système politique procédera-t-il soudainement aux réformes tant attendues, en commençant par la plus importante d'entre toutes : l'école, simplement parce que le courant démocratique sera représenté dans la future Assemblée ? Evidemment, non.

Aussi est-ce totalement vain et stérile de s'invectiver, de s'insulter ou de lancer

l'anathème sur celui-ci ou celui-là. Il faut juste se poser sérieusement la question de savoir si face à un pouvoir politique islamiste, refusant toute ouverture démocratique la République mérite d'être sacrifiée ? Celle pour laquelle Mohamed Boukhobza, Laadi Flici, Hafid Senhadri ont péri assassinés parce qu'ils ont (entre autres sacrifices) accepté de siéger au Conseil consultatif en 1992 présidé par M. Réghaïa Malek lorsque d'autres ont poliment refusé la responsabilité.

Cette République que M. Réghaïa Malek nous avait encouragés à défendre à ses côtés avec ces simples mots : "La peur doit changer de camp."

A cette question, la réponse est d'ores et déjà connue : le pouvoir distribuera ses quotas et poursuivra sa fuite en avant, accordant toujours plus de concessions aux islamistes car de démocratie il n'en est point question au palais d'El Mouradia.

Toujours pour nous amuser avec les législatives, on nous relate également un crépage de chignons en règle, entre des députés priées de céder leurs sièges de militantes d'un parti, et une femme ancienne présidente d'APC proposée sur la liste d'Alger.

Qui a déjà dit que l'ennemi d'une femme est une femme ? Enfin, la cerise sur le gâteau concerne ce qualificatif de "mères porteuses" invité par Abdelaziz Belkhadem, pour nommer des candidats à la députation se présentant au nom de formations politiques dont ils n'ont jamais été militants. Bien entendu, la misogynie de Belkhadem a repris le dessus, car au lieu de fantasmer sur un femme enceinte il aurait pu tout bonnement appeler ces candidats par leur nom véritable : opportunistes ou coureurs de strapontins.

Enfin, Abdelaziz Belkhadem devrait connaître le sens de "mère porteuse" puisque les candidats qu'il entend fustiger courent pour eux-mêmes et non pour d'autres.

Il paraît que certains paient même leur place, la mère porteuse se fait payer le fait de porter son bébé pour d'autres.

Bref ! Que vous dire d'autre sur les législatives ?

Tout bonnement, lorsqu'on ne sait plus quoi dire à son peuple, qu'on s'accroche au pouvoir comme une moule à son rocher, on l'amuse avec les législatives. Et au matin du 18 mai 2007, aucun miracle ne surviendra ! Supportons donc stoïquement cet énième feuilleton. Ne serait-ce que pour oublier que nous vivons dans une capitale où tout

peut cramer en quelques secondes ...

2) La réconciliation, dites-vous ?

*El Khabar* du 25 mars 2007 et *El Watan* du 27 mars 2007 ont rapporté une triste — et le mot n'est pas assez fort puisqu'incapable d'exprimer ma colère et ma révolte — nouvelle. Elle concerne un chef patriote ancien et authentique (par les temps qui courent la précision n'est pas superflue) moudjahid qui a été condamné après cassation par une cour de l'Est à la perpétuité pour avoir abattu un dangereux émir amnistié en 2000 qui ne cessait de le provoquer, convaincu de l'impunité. Voilà ce à quoi se résume la réconciliation bouteflikienne. Des émirs arrogants, des patriotes contraints de faire justice parce que l'Etat refuse d'assumer ses responsabilités.

Et s'il est interdit de commenter une décision de justice, il est impossible de ne pas relever la sanction très sévère : la perpétuité prononcée à l'égard d'un Algérien hier combattant aux côtés des forces de sécurité la barbarie islamiste, aujourd'hui "pourrissant" (qu'on me pardonne l'expression mais la prison est-ce autre chose ?) dans une cellule humide à 70 ans, abandonné de tous.

Républicains ou êtes-vous donc ? Ce patriote a été condamné sous les applaudissements des terroristes amnistiés. Ce patriote a été condamné et l'émir aux mains tachées de sang, nous nargue en nous disant qu'il a tué des militaires et qu'il ne regrette rien. Républicains ou êtes-vous ?

M. Tayeb Belghiche, journaliste de *El Watan* et ami, a écrit que "ce verdict scandaleux interpelle nos consciences". J'espère de tout cœur qu'il en sera ainsi, car pour ma part la présence de M. Gharbi (chef patriote) en prison est une vraie souffrance. Républicains ou êtes-vous ?

Pour la mémoire de Cheikh El Makhfi, autre chef patriote, n'avons-nous donc aucun devoir à l'égard de M. Gharbi, et de sa famille ? Et si la justice a entendu châtier sévèrement ce dernier (20 ans une première fois, perpétuité après cassation) empêchera-t-elle pour autant le débat de fond qui est celui de dire que l'amnistie des bourreaux sans devoir de justice engendrera incontestablement d'autres faits semblables à celui de Souk-Ahras ?

Il y aura d'autres justiciers parce que le politique a privilégié l'amnésie à la justice. Il a de ce fait créé tous les ingrédients de la discordie et non de la concorde.

3) Divers  
a) Le président Maâmar

Par Leïla Aslaoui



El Khadafi a déclaré que "les Arabes n'étaient pas sérieux".

Et c'est un connaisseur qui le dit. Sinon comment expliquer qu'il "cherche des poux" dans la tête de journalistes algériens comme ceux d'*Echourouk* ?

b) La relaxe de Charlie-Hebdo, attendue au demeurant, a été prononcée par la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris. Attendue, disais-je, car le problème de fond n'est pas celui des caricatures, mais du dialogue interreligieux. Dans ce domaine "ce qui est grand et si haut passe au-dessus des caricatures" (Monsieur le ministre Mustapha Chérif "L'Expression", 26 mars 2007).

c) *El Khabar* du 24 mars 2007 a publié quatre photographies montrant que la première responsable de la culture et M. Hamraoui Habib Chawki, DG de l'ENTV, entretiendraient d'excellentes relations professionnelles.

Tantôt "tapant" de sa main (comme font les hommes entre eux) celle du DG, la ministre évoque ainsi promener tout protocole.

Tantôt le prenant par le bras, elle entend cette fois dire :

— Surtout en présence de journalistes "l'entente est parfaite".

Pour ma part, je sais surtout que M. Hamraoui Habib Chawki mon ami, mon "petit frère", est un homme raffiné, fort bien éduqué.

Il ne se serait jamais permis de dire (par le geste) à la ministre "tope-là". Si elle ne l'avait pas invité à le faire. Mais elle... entre les chants, les pas de danse en public et les "tope-là"... Au fait où en est la culture arabe ? Entre les démissions en cascade (1) et le programme indigent, où en est la culture au Palais de la culture ?

L. A.

NB. : 1) Après Messieurs Béchichi, Bouchama, ce fut au tour de Mme Rabéa Djalti de déposer sa démission. Qui a dit qu'il n'existait pas de mauvais soldats mais des mauvais chefs ?

2) La citation dans la nouvelle de jeudi "L'acquiescement" est de Gilles Perrault et non Perranet comme écrit par erreur.